RAPPORT AU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE

■ Séance du 5 mai 2022

21589

■ Approbation des conditions générales d'utilisation (CGU) pour la saisine par voie électronique des déclarations d'intention d'aliéner (DIA).

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain. La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire. Pour ce qui est du foncier, et conformément à l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la mise en œuvre du Droit de Prémption Urbain (DPU) est donc une compétence de la Métropole. Elle instruit les déclarations d'intention d'aliéner (DIA), conformément à l'article R213-5 du Code de l'urbanisme, après transmission des dossiers déposés en commune qui restent guichet unique.

Pour sécuriser les procédures de DIA, et respecter strictement les délais légalement impartis, la Métropole a mis en place un outil de gestion des DIA en déployant sur l'ensemble du territoire une application métier, « CART@DS ». La Métropole a fait le choix d'un outil d'instruction des DIA sécurisé et interfacé au SIG (Système d'Information Géographique) permettant l'enregistrement et le traitement des DIA. Cette base de donnée centralisée a également participé à la mise en place, à l'échelle Métropolitaine, d'un outil d'analyse des DIA (géo localisées) et contribue à la constitution de l'observatoire foncier.

L'article L. 423-3 du code de l'urbanisme, issu de la loi ELAN dans son article 62, prévoit que « les communes, dont le nombre total d'habitants est supérieur à 3500, disposent d'une téléprocédure spécifique leur permettant de recevoir et d'instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme »

En l'absence de dispositions spéciales, comme c'est le cas pour les DIA, c'est exclusivement le code des relations entre le public et l'administration (CRPA) qui encadre la dématérialisation des échanges avec les administrés.

La Métropole Aix Marseille Provence s'est dotée d'une plateforme « Guichet Unique » permettant

le dépôt par voie dématérialisée des DIA pouvant être mis à disposition des communes intéressées. Cette mise en commun du « Guichet Unique », acquis par la Métropole Aix Marseille Provence, favorisera la réalisation d'économies d'échelle, via la mise en place d'un guichet numérique unique harmonisant les pratiques des usagers sur l'ensemble du territoire. Elle permettra également de faciliter la gestion globale des DIA par les services de la Métropole Aix Marseille Provence, dépôt des demandes, instruction, et, à terme, archivage.

Dans ce cadre, une convention type a été approuvée par délibération du Conseil de la Métropole n° URBA 037-10553/21/CM le 7 octobre 2021 afin de permettre la mise en place ce guichet unique dématérialisé auprès des communes intéressées. .

Conformément à l'article L. 112-9 du Code des relations entre le public et l'administration, la Métropole doit définir et rendre accessible les modalités d'utilisation de ce téléservice dans le respect des dispositions de [loi n° 78-17 du 6 janvier 1978](#) relative à l'informatique et aux libertés et des règles de sécurité et d'interopérabilité prévues aux chapitres IV et V de l'ordonnance n° [2005-1516](#) du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives.

Ces modalités, conditions générales d'utilisation (CGU) doivent notamment rappeler les droits et obligations de l'utilisateur et de l'administration, le fonctionnement du télé service, les modalités d'identification de l'utilisateur, les créneaux de disponibilité, les spécificités techniques, le traitement des données à caractère personnel et celui des demandes abusives ou frauduleuses. Ces CGU doivent être acceptées par les utilisateurs et s'imposent à ceux-ci. L'utilisateur, quel que soit son statut, devra ainsi accepter les CGU avant de pouvoir déposer son dossier de demande.

Telles sont les raisons qui nous invitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après et d'approuver les Conditions Générales d'Utilisations en annexe

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles 211-1 et suivants
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2015-1341 du 23 octobre 2015 relative aux dispositions législatives du code des relations entre le public et l'administration.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'information faite aux territoires

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a mis à disposition des communes à titre gracieux un dispositif donnant lieu de « Guichet unique » interfacé avec l'outil CARTE@DS afin de canaliser et centraliser la réception des DIA sous forme dématérialisée
- Que les Conditions Générales d'Utilisation ci annexées doivent notamment rappeler les droits et obligations de l'utilisateur et de l'administration, le fonctionnement du télé service, les modalités d'identification de l'utilisateur, les créneaux de disponibilité, les spécificités techniques, le traitement des données à caractère personnel et celui des demandes abusives ou frauduleuses.
- Que ces CGU doivent être acceptées par les utilisateurs et s'imposent à ceux-ci.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les Conditions générales d'utilisation types ci-annexées pour l'outil informatique « Portail Guichet Unique » entre les communes et la Métropole d'Aix Marseille-Provence.

Pour enrôlement,
Le Conseiller Délégué,
Patrimoine et Politique immobilière

Christian AMIRATY

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT AU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE

Approbation des conditions générales d'utilisation (CGU) pour la saisine par voie électronique des déclarations d'intention d'aliéner (DIA).

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain. La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire. Pour ce qui est du foncier, et conformément à l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la mise en œuvre du Droit de Prémption Urbain (DPU) est donc une compétence de la Métropole. Elle instruit les déclarations d'intention d'aliéner (DIA), conformément à l'article R213-5 du Code de l'urbanisme, après transmission des dossiers déposés en commune qui restent guichet unique.

Pour sécuriser les procédures de DIA, et respecter strictement les délais légalement impartis, la Métropole a mis en place un outil de gestion des DIA en déployant sur l'ensemble du territoire une application métier, « CART@DS ». La Métropole a fait le choix d'un outil d'instruction des DIA sécurisé et interfacé au SIG (Système d'Information Géographique) permettant l'enregistrement et le traitement des DIA. Cette base de données centralisée a également participé à la mise en place, à l'échelle Métropolitaine, d'un outil d'analyse des DIA (géo localisées) et contribue à la constitution de l'observatoire foncier.

L'article L. 423-3 du code de l'urbanisme, issu de la loi ELAN dans son article 62, prévoit que « les communes, dont le nombre total d'habitants est supérieur à 3500, disposent d'une téléprocédure spécifique leur permettant de recevoir et d'instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme »

En l'absence de dispositions spéciales, comme c'est le cas pour les DIA, c'est exclusivement le code des relations entre le public et l'administration (CRPA) qui encadre la dématérialisation des échanges avec les administrés.

La Métropole Aix Marseille Provence s'est dotée d'une plateforme « Guichet Unique » permettant le dépôt par voie dématérialisée des DIA pouvant être mis à disposition des communes intéressées. Cette mise en commun du « Guichet Unique », acquis par la Métropole Aix Marseille Provence, favorisera la réalisation d'économies d'échelle, via la mise en place d'un guichet numérique unique harmonisant les pratiques des usagers sur l'ensemble du territoire. Elle permettra également de faciliter la gestion globale des DIA par les services de la Métropole Aix Marseille Provence, dépôt des demandes, instruction, et, à terme, archivage.

Dans ce cadre, une convention type a été approuvée par délibération du Conseil de la Métropole n° URBA 037-10553/21/CM le 7 octobre 2021 afin de permettre la mise en place ce guichet unique dématérialisé auprès des communes intéressées. .

Conformément à l'article L. 112-9 du Code des relations entre le public et l'administration, la

Métropole doit définir et rendre accessible les modalités d'utilisation de ce téléservice dans le respect des dispositions de [loi n° 78-17 du 6 janvier 1978](#) relative à l'informatique et aux libertés et des règles de sécurité et d'interopérabilité prévues aux chapitres IV et V de l'ordonnance n° [2005-1516](#) du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives.

Ces modalités, conditions générales d'utilisation (CGU) doivent notamment rappeler les droits et obligations de l'utilisateur et de l'administration, le fonctionnement du télé service, les modalités d'identification de l'utilisateur, les créneaux de disponibilité, les spécificités techniques, le traitement des données à caractère personnel et celui des demandes abusives ou frauduleuses. Ces CGU doivent être acceptées par les utilisateurs et s'imposent à ceux-ci. L'utilisateur, quel que soit son statut, devra ainsi accepter les CGU avant de pouvoir déposer son dossier de demande.